

mboule des otages

ments, donne le profil des ravisseurs, éclaire les motivations des divers acteurs en jeu. « Les médiateurs, soit n'ont pas été à la hauteur de l'enjeu, soit n'ont pas su créer la confiance avec les deux parties nécessaires à la réussite de leur mission », écrit-il. Les deux parties, ce sont bien évidemment les FARC et le gouvernement colombien.

Jean-Jacques Kourliandsky souligne la contradiction de la guérilla, qui prétend se battre pour un « échange humanitaire », alors même qu'elle utilise un moyen de pression condamné par toutes les conventions internationales et les lois de la guerre.

Parler d'humanitaire évite parfois d'aborder franchement la politique. A propos de récents messages adressés par le président Nicolas Sarkozy à « Monsieur Marulanda », le chef des ravisseurs, l'auteur pose la question : « Comment comprendre cet appel à l'humanité de quelqu'un qui viole sciemment le droit humanitaire pour faire triompher sa cause ? » Naïveté ou calcul ?

Jean-Jacques Kourliandsky critique l'« instrumentalisation médiatique » des affaires d'otages en France. En Allemagne, celles-ci sont traitées d'une manière discrète, avec des résultats plutôt positifs, y compris dans le cas de ressortissants allemands séquestrés en Colombie. « Ingrid Betancourt pourrait ainsi être la victime collatérale d'un grand spectacle politique, les « différents avions prépositionnés » et autres « missions médicales d'urgence » prenant toute leur place dans cette gesticulation », affirme-t-il. Selon lui, « la responsabilité des moyens de communication de masse, des partis politiques et de la société civile est engagée ». Opinion dérangeante, qui mérite toutefois d'être soumise à la considération des lecteurs. ■

PAULO A. PARANAGUA

# Que faire contre la faim ?

Instabilité des prix et concurrence débridée sont responsables de la crise

**L**es émeutes de la faim en Afrique, en Asie et en Amérique latine ont déclenché un mouvement de compassion dans l'opinion publique qui pousse les responsables de la communauté internationale à prendre des mesures d'urgence en faveur des populations les plus touchées. Mais l'émotion retombée, si des mesures plus radicales et structurelles ne sont pas prises, les drames auxquels nous assistons pourraient se reproduire, à une plus grande échelle encore, sous le simple effet de la croissance démographique et de l'augmentation de la demande des pays émergents. La gravité potentielle de cette situation mérite qu'on cherche, au-delà de nos divergences politiques légitimes, des idées simples autour desquelles les responsables de la planète pourraient unir leurs efforts.

Il a suffi d'un faible déficit de production de céréales (-10 %) au moment où quelques pays émergents comme la Chine augmentaient leur demande pour provoquer une forte hausse du prix du marché, amplifiée par la technique financière des produits dérivés et les possibilités de spéculation.

Ainsi, après une quarantaine d'années de baisse des prix mondiaux des céréales (-60 %), alors que la production augmentait (+100 %), deux ans ont suffi pour que les prix doublent... Le caractère très volatil des prix agricoles, contre lequel on cherche à se prémunir depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, a un effet ravageur dans un monde totalement concurrentiel, où les prix des transactions s'établissent sur les coûts de production des producteurs les plus compétitifs. A son point le plus bas, la tonne de blé valait, il y a quelques années, 50 dollars... A ce prix, aucun paysan producteur

de cultures vivrières des pays en développement ne peut résister à la concurrence des céréales importées. Il abandonne la production et part grossir la foule des urbains pauvres. Et quand le prix remonte (aujourd'hui 400 dollars la tonne), ce sont les salariés et les chômeurs de ces mêmes pays qui ne peuvent plus acheter... Les gouvernements de certains pays en voie de développement se sont longtemps satisfaits de cette situation qui permettait de nourrir au plus bas prix les populations urbaines. Ce n'est plus possible dans la situation actuelle du marché, et les peuples affamés se révoltent.

Ce sont donc l'instabilité des prix agricoles et la concurrence des grands pays producteurs qui ont découragé les agriculteurs des pays du Sud. Les grandes institutions internationales (Banque mondiale, OMC, OCDE, FMI...) peuvent bien aujourd'hui faire de beaux discours sur le développement agricole, elles ont contribué, pour leur part, au cours des années 1980 et 1990, à rendre impossible dans les pays pauvres en les mettant à la merci d'un marché inaccessible et déloyal...

80 % des 3 milliards de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté habitent dans les zones rurales, et la plupart sont des paysans. L'objectif majeur doit donc viser à les encourager à produire pour se nourrir et nourrir leurs concitoyens. Comme le suggère la FAO, il faut profiter de la haute conjoncture des prix agricoles pour favoriser leur « décollage » et acheter des machines, des engrais, des semences à partir de programmes d'aides. Puis leur permettre de maintenir des niveaux de prix rémunérateurs pendant une période assez longue assurant la stabilité sans laquelle il n'y a pas de développement agricole possible.

L'Europe n'a pas agi autrement lorsque, au lendemain de la seconde guerre mondiale, il lui a fallu reconstruire son appareil productif agricole et nourrir une population urbaine croissante. Elle a mené une vigoureuse politique publique d'encouragement à la production, assuré la stabilité des prix et protégé ses producteurs par un tarif extérieur commun. C'est ainsi qu'elle est parvenue à sauvegarder depuis un demi-siècle la sécurité de son approvisionnement alimentaire.

Le développement des agricultures vivrières est donc la tâche urgente et prioritaire que doit se donner la communauté internationale, car c'est d'abord dans ces pays que la population va croître très vite dans les prochaines années. C'est dans le Sud que se jouera l'avenir alimentaire de l'humanité. Il ne peut pas être laissé aux seuls soins du marché, des surplus du Nord et des bonnes opérations des spéculateurs. Il faut qu'il soit l'affaire des paysans du Sud et de leurs responsables avec le soutien et la protection des pays mieux dotés. Il faut que les actes suivent et que l'aide publique au développement revienne au cœur des politiques de solidarité.

Cet effort pour l'autonomie alimentaire des pays du Sud correspond à l'intérêt bien compris des pays du Nord. En effet, si la demande alimentaire est pour partie satisfaite localement en Afrique et en Asie, les grands pays producteurs du Nord pourront à leur tour modifier radicalement leurs politiques agricoles dans le sens exigé par l'opinion publique : plus de qualité et moins de pollution consécutive au grand mouvement d'intensification qui a permis à la fois la libéralisation des marchés et la baisse des prix. Ils pourront même, sans mauvaise conscience, consacrer

une petite fraction de leurs terres arables à produire des biocarburants afin de contribuer à la diversification nécessaire de leurs sources d'énergie, dès lors que leur bénéfice pour l'environnement est globalement démontré.

Si le programme de biocarburants des Etats-Unis a détourné de la consommation humaine une partie du maïs, provoquant la hausse du prix de cette céréale consommée par les Mexicains, les projets européens en matière de biocarburants n'auront pas les mêmes effets. Les céréales que l'on se propose de transformer en carburants représentent 5 % à 7 % de la production européenne, exactement les surplus dégagés jusqu'ici par le marché et bradés aux pays déficitaires avec des subventions à l'exportation qui ont justement mis à mal les productions agricoles du Sud ! On ne peut donc pas reprocher à l'Europe à la fois de vendre à bas prix ses surplus et d'affamer l'humanité lorsqu'elle décide de les utiliser à d'autres usages !...

Ajoutons que les biocarburants contribueront à stabiliser les prix des céréales et des graines à un niveau relativement élevé, ce qui est absolument nécessaire pour les paysans du Sud. Enfin, certains biocarburants, produits à partir d'oléagineux, fournissent des tourteaux riches en protéines qui se substituent aux céréales et aux tourteaux de soja importés pour l'alimentation animale.

L'agriculture européenne doit s'inscrire dans un effort global pour mettre en œuvre, comme vient de le demander l'ONU, « une nouvelle politique agricole mondiale »

L'agriculture européenne doit donc s'inscrire résolument dans un effort global pour mettre en œuvre, comme vient de le demander l'ONU, « une nouvelle politique agricole mondiale » : développement massivement encouragé des agricultures du Sud, réorientation des agricultures du Nord vers plus de respect de l'environnement et des économies d'énergie, renforcement et gestion multilatérale de l'aide alimentaire d'urgence...

Ce programme, simple, forme un tout. Il y a une interdépendance entre le développement de l'agriculture vivrière au Sud et la réorientation de l'agriculture au Nord. Il peut, aujourd'hui, être entendu de l'opinion publique et recevra l'appui de la majorité des agronomes et des économistes ruraux. Pour en décider, il faudra cependant une détermination politique farouche, mais elle commande, en partie, le reste de l'histoire. La présidence française de l'Union sera une occasion de placer l'Europe au premier rang de cette belle bataille pour l'humanité. ■

Pierre Méhaignerie, Henri Nallet, Michel Rocard et Philippe Vasseur ont été ministres de l'agriculture

Le Monde & Deutsche Grammophon  
Edition de la rédaction  
Opus 90 de Schubert par James Levine  
4,95 € en plus du Monde

Proposer un texte à la page Débats

par courriel : opinions@lemonde.fr

par la poste : Le Monde, page Débats, 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13

Nom, adresse et numéro de téléphone des auteurs doivent accompagner ces envois. Les textes courts, maximum 4500 caractères espaces compris,